



**SEANCE DU BUREAU COMMUNAUTAIRE  
1<sup>er</sup> DECEMBRE 2022**

**DECISION N° 2022-111-DB**

Le premier décembre deux mille vingt-deux à 18 heures, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le 25 novembre deux mille vingt-deux.

**Membres présents :**

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE (de 094 à 096), Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA (de 094 à 099), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle ISABELLON, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Didier GUILLAUME (de 094 à 109), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

**Excusé(s) :**

Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Jean-Philippe RETIF, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Jacqueline TARDIVEL

**Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :**

Jacqueline TARDIVEL à Sylvie BEILLARD, Michel PATTE à Jérôme HARRAULT (de 097 à 118), Sophie TUBIANA à Grégory PIERRE (de 100 à 118)

**Secrétaire de séance : Eric TOURON**

	DB 094 à 096	DB 097 à 099	DB 100 à 109	DB 110 à 118
Effectif statutaire	52	52	52	52
Membres en exercice	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27
Présents	40	39	38	37
Absents - Excusés	12	13	14	15
Pouvoirs	1	2	3	3
Votants	41	41	41	40

**CONTRAT RELATIF A LA PRISE EN CHARGE DES DECHETS ISSUS DE LAMPES. COLLECTES  
DANS LE CADRE DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DECHETS – ECOSYSTEM**

Jusqu'alors, l'organisation de la prise en charge des lampes usagées sur le territoire de la communauté d'agglomération s'articulait autour d'un contrat avec OCAD3E (éco-organisme coordonnateur) qui organisait la gestion des lampes usagées avec les éco-organismes opérationnels (Ecosystem et Ecologic).

L'agrément d'OCAD3E ayant été renouvelé par arrêté en date du 15 juin 2022, il y a lieu de recontractualiser à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022, selon les nouvelles modalités définies par les cahiers des charges des agréments.

La collectivité conserve, en l'état, le même éco-organisme référent qu'avant le 1<sup>er</sup> juillet 2022, à savoir Ecosystem, pour la période d'agrément courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 31 décembre 2027.

~~L'éco-organisme coordonnateur, OCAD3E, n'assure plus de mission de coordination à l'égard d'Ecosystem en ce qui concerne la catégorie 3 des Lampes mentionnée de l'article R.543-172 du code de l'environnement.~~

Le nouveau contrat est signé avec Ecosystem. Pour mémoire, Ecosystem a été agréée en qualité d'éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques relevant de la catégorie 3 mentionnée à l'article R.543-172 du code de l'environnement, c'est-à-dire des lampes.

Le nouveau contrat a pour objet de régir les relations juridiques et techniques entre Ecosystem et la collectivité qui met en place un dispositif de collecte séparée des déchets issus de lampes à l'exception des ampoules à filament et halogènes.

Ainsi, la convention relative aux lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale (Version 2021) conclue entre les collectivités et OCAD3E, arrivée à échéance le 30 juin 2022 à minuit, n'est pas renouvelée. Il y a toutefois lieu d'acter cette résiliation par un acte constatant la cessation de ladite convention.

Le nouveau contrat sera conclu par Ecosystem avec la collectivité pour une durée courant rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 pour se terminer le 31 décembre 2027.

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

**Vu** la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

**Vu** la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

**Vu** l'information donnée lors de la « Commission Gestion, valorisation des déchets et Économie circulaire » en date du 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

**Vu** l'article L.541-10-2, ainsi que les articles R.543-172 et suivants du Code de l'environnement relatifs à la composition des déchets d'équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements ;

**Vu** l'arrêté du 27 octobre 2021 portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques ;

**Vu** l'arrêté du 22 décembre 2021, modifié par arrêté en date du 4 mars 2022, portant agrément de la société Ecosystem en qualité d'éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques pour les équipements électriques et électroniques ménagers relevant de la catégorie 3 mentionnée à l'article R.543-172 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la gestion des déchets issus de lampes est de la responsabilité des metteurs sur le marché chargés de la prise en charge financière et opérationnelle de la filière ;

**Considérant** que, suite au changement d'agrément d'OCAD3E, il y a lieu de constater la cessation de la convention liant la collectivité à l'organisme OCAD3E au 30 juin 2022 ;

**Considérant que, suite à cette cessation de convention entre la collectivité et OCAD3E, il y a lieu de demander un renouvellement de contrat pour organiser la prise en charge technique et financière des déchets issus de lampes, collectés sur les déchèteries auprès de l'éco-organisme référent qui est Ecosystem ;**

**Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **D'APPROUVER** l'acte constatant la cessation de la convention relative aux lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale, à effet du 30 juin 2022 à minuit ;
- **D'APPROUVER** le contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de lampes, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets qui prend effet rétroactivement au 1<sup>er</sup> juillet 2022 jusqu'au 31 décembre 2027 ; Ce contrat est signé par Ecosystem, l'éco-organisme référent.
- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer le contrat et tous les documents afférents ;
- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

**Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes :

Pour : 40

Contre :

Abstention :

Date d'affichage :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

*En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »*